

TÊTE D'AFFICHE

**Burban optimise le recyclage de la palette en bois**



DE NOTRE CORRESPONDANTE À ORLÉANS.

Cette entreprise orléanaise est devenue en vingt ans le premier acteur indépendant sur le marché du recyclage des palettes, avec 35 millions d'euros de chiffre d'affaires et 10 millions d'unités traitées.

En 1989, Didier Burban démarre son entreprise tout seul, au volant de son camion. A vingt et un ans, ce carrossier peintre de formation passe ses journées à « chiner la palette » sur les parkings des grandes surfaces, les marchés ou les zones industrielles de l'Orléanais. Grâce à son sens du contact et des affaires, il sait dénicher « les bons gisements », l'une des clefs de la réussite dans ce métier peu reconnu. Le jeune homme trie et répare ses palettes d'occasion qu'il revend entre 30 % et 40 % moins cher que des produits neufs. Il travaille d'abord en sous-traitance, puis pour son propre compte et se retrouve bientôt seul à faire du demi-gros sur l'agglomération d'Orléans. Burban Palettes Recyclage essaime alors en réseau, par rachat ou création de sites, pour « diversifier et élargir ses sources d'approvisionnement » et « limiter les coûts de transport en restant proche de la demande ». La société s'installe sur les zones logistiques de la région parisienne, au MIN de Rungis, où elle reprend en 2003 l'activité palettes de Veolia (plus d'une centaine de semi-remorques par jour), mais aussi au Havre, pour des clients comme Total et ExxonMobil, en Bretagne,

en Rhône-Alpes et bientôt à Strasbourg. Elle fait aussi travailler tout un réseau de petits collecteurs afin d'alimenter ses stocks en permanence. Dans le même temps, le groupe crée une filiale, Valorpal, qui propose à de gros clients, notamment des grands groupes de distribution, de gérer l'ensemble de leurs flux de palettes au niveau national. « Durant les dix premières années, nous sommes restés au stade de l'artisanat, avec un chiffre d'affaires d'environ 10 millions d'euros. Puis nous avons décollé, avec une croissance d'environ 20 % par an ces trois dernières années », résume Didier Burban. Le groupe, qui traite 10 millions de palettes par an, a réalisé 35 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008. Il compte aujourd'hui 11 sites en France et emploie 250 collaborateurs, dont 120 au siège d'Ormes, près d'Orléans, où il dispose d'une flotte de 80 camions. En plus du recyclage, Burban Palettes valorise de 5 % à 7 % de ses volumes (15.000 tonnes) sous forme de copeaux, qui servent de combustible ou sont transformés en panneaux de bois. « Pour l'instant, cette activité nous coûte de l'argent, mais elle nous reviendrait encore plus cher si nous devions la sous-traiter », souligne le patron. Didier Burban a donc proposé la construction d'une chaufferie collective sur la zone d'activités d'Ormes Saran. Elle s'installerait à l'horizon de 2011 sur le terrain qu'il vient d'acquérir à côté de ses locaux actuels. Il envisage aussi d'investir 3 millions d'euros dans l'agrandissement de son site « afin de consolider la croissance et de rationaliser l'activité ».

CHRISTINE BERKOVICIUS

ALSACE

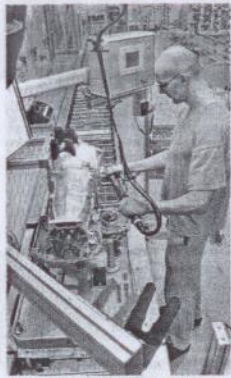
Anciennement General Motors, l'usine de Strasbourg est toujours à vendre. Pour séduire les investisseurs, ses ingénieurs ont développé une nouvelle génération de boîtes de vitesses permettant de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

**GM reprend à zéro le processus de vente de l'usine de Strasbourg**

DE NOTRE CORRESPONDANT À STRASBOURG.

Entré en vigueur début novembre, le dernier plan social de 198 départs volontaires ramènera, d'ici à fin 2010, les effectifs du site à un millier de personnes et devrait donc permettre de faire face au repli programmé du plan de charge : le rythme de production tombera en effet de 1.450 transmissions/jour à 1.200 au second semestre 2010 et en 2011. Au-delà de 2012, les équipes de recherche-développement préparent cependant une nouvelle génération de boîtes de vitesses, aussi bien automatiques que manuelles. L'une d'elles permettra, par exemple, de réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 14 %.

Depuis l'origine, l'usine strasbourgeoise était exclusivement spécialisée dans les transmissions pour les moteurs à propulsion



Chaîne de fabrication de boîtes de vitesses pour l'automobile à l'ancienne usine General Motors de Strasbourg.

(roues arrière motrices), à savoir les grosses limousines américaines ou les modèles BMW. En optant aussi pour la traction (roues avant motrices), elle s'adressera à une clientèle de constructeurs plus large, en particulier aux Français Peugeot et Renault. Quatorze mois après la mise en vente de l'usine et de son centre de recherche, il ne s'agit donc plus de vendre une usine tournevis avec son centre technique, mais de mobiliser un investisseur autour d'un projet.

**Lobbying**

« S'il y a une réelle volonté politique et un engagement de l'État et de la région Alsace, des investisseurs suivront et le site de Strasbourg pourra être sauvé », assure Jean-Marc Ruhland, secrétaire général CFDT du comité d'entreprise. Cette semaine, il était encore à Bercy. Une démarche qui

fait suite à celle des élus alsaciens, qui rappellent volontiers que l'État a constitué une cagnotte de 1 milliard d'euros pour les sous-traitants de l'automobile et que certains industriels en ont déjà profité.

Aujourd'hui, ce lobbying s'avère d'autant plus nécessaire que le processus de cession mis en route par Motors Liquidation Company, la structure de défaillance de GM, a été un échec. Des visiteurs et des curieux, il y en a eu, notamment le chinois Weichai, mais sans résultat. D'où le redémarrage à zéro du processus de vente auprès de plusieurs dizaines d'investisseurs potentiels dans le monde, toujours sous l'égide de Bank of America Merrill Lynch. Depuis un an, il est vrai, la donne a complètement changé : l'automobile ne fait plus fuir les investisseurs et même GM a décidé de ne plus vendre Opel.

CHRISTIAN LIENHARDT

RHÔNE-ALPES

Le spécialiste de la cosmétique bio agrandit ses laboratoires afin d'accroître sa production tout en adoptant des normes plus strictes.

**Cosmétiques : Melvita accroît ses capacités de production**

DE NOTRE CORRESPONDANT À VALENCE.

Acteur majeur de la cosmétique bio en France et en Europe, le groupe ardéchois Melvita (filiale de l'Occitane) vient d'engager les travaux de construction de 8.000 mètres carrés de bâtiments en HQE sur son unique site de production de Lagorce, qui doublera ainsi de superficie. L'investissement immobilier s'élèvera à 10 millions d'euros, dont 500.000 euros financés par la région et le département, auxquels s'ajouteront les équipements. Cette extension qui sera en principe opérationnelle fin 2010 va permettre à l'entreprise de procéder à une réorganisation complète de sa production sur les 16.000 mètres carrés dont elle dispose et de se doter d'une unité innovante d'extraction de plantes. « Nous allons ainsi pouvoir accroître fortement notre production et répondre à des normes quasi pharmaceutiques », note son président-directeur général Bernard Chevillat, par ailleurs vice-président de Cosmébio, l'association

**Le chiffre d'affaires de Melvita**



interprofessionnelle qui regroupe quelque 300 entreprises du secteur en France. Melvita se classe parmi les toutes premières d'entre elles avec ses 400 références (crèmes, laits, shampooings, huiles, eaux florales...). Ses 260 salariés et ses 30 millions d'euros de chiffre d'affaires attendus cette année dont plus de 90 % réalisés dans l'Hexagone.

Son objectif avec son nouvel outil de production est de partir à l'assaut de l'international pour y

dépasser à moyen terme la barre des 50 % de ses ventes totales, devenir une marque reconnue sur le plan mondial et absorber une bonne part de la croissance annuelle de 20 % qu'il attend sur les prochaines années.

**Des enseignes à l'étranger**

Pour ce faire, la marque est en train de reconfigurer et uniformiser son packaging avec une traduction en six langues (anglais, allemand, français, espagnol, italien et flamand), de mettre en place une nouvelle communication et un nouveau concept de boutique. En effet, outre le renforcement de ses équipes de vente dédiées, le groupe ardéchois va ouvrir début 2010 un magasin de représentation à Paris, mais, surtout, d'ici à 2011, une vingtaine d'enseignes à l'étranger. Trois viennent de l'être en Slovaquie (Ljubljana et Maribor) et en Croatie (Zagreb). Une quatrième sera en décembre à Hong Kong. Et six sont déjà inscrites au programme de 2010 : Istanbul, San Francisco, Seattle, Karlsruhe, Tokyo et Londres.

PATRICK VERCESI

RHÔNE-ALPES

Le spécialiste des cylindres de laminoirs doit faire face à une baisse de l'activité sidérurgique en Europe. Le site stéphanois emploie près de 120 salariés.

**Métallurgie : Akers veut fermer son usine de Fraisses**

DE NOTRE CORRESPONDANT À SAINT-ÉTIENNE.

Le suédois Akers, dont 650 des 1.600 salariés travaillent dans l'Hexagone, va ouvrir le 17 novembre une procédure d'information consultation des représentants de son usine de fabrication de cylindres de laminoirs située à Fraisses (Loire), en vue de la fermeture, d'ici à juin prochain, de ce site qui emploie près de 120 personnes. Le groupe prévoit de transférer dans ses unités de Thionville (Moselle) et sur sa filiale slovaque la production réalisée dans la région stéphanoise, de cylindres forgés de plusieurs tonnes à plusieurs dizaines de tonnes, destinés au laminage des métaux. Le chiffre d'affaires

d'Akers Fraisses SAS pour 2009 devrait se situer autour de 22 millions d'euros, contre 29 millions l'année précédente.

**Un territoire très affecté**

L'entreprise, aussi présente à Berlaumont (Nord) et Sedan (Ardennes), et qui a par ailleurs fermé une de ses usines américaines en septembre, indique avoir mis en place dans ses 4 unités de l'Hexagone des mesures de chômage partiel allant de 20 % à 75 %. Elle prévoit un recul global de l'activité de 12 % sur 2009 par rapport aux 328 millions de l'an dernier, puis une baisse de 30 % en 2010. Elle souligne « l'émergence de nouveaux concurrents » et le fait que « 49 % de la production mondiale d'acier sont réalisés en

Chine », où elle dispose d'un joint-venture depuis 2007.

Akers, désormais contrôlé par le fonds d'investissement nordique Altor, pointe le « caractère déficitaire depuis plusieurs années de l'unité ligérienne, où 11 millions d'euros ont été investis (NDLR : avec le soutien des collectivités locales) sur 2005-2008, à l'occasion du transfert d'activités de l'usine de Liège ». Le président de l'agglomération stéphanoise Maurice Vincent (PS) a réitéré auprès du gouvernement la demande d'un « plan de revitalisation du territoire métropolitain » après les annonces de fermeture de sites de Siemens et de ThyssenKrupp, représentant près de 700 suppressions d'emplois supplémentaires.

DENIS MEYnard

AQUITAINE

**Cheops Technology vise le marché des PME**

DE NOTRE CORRESPONDANT À BORDEAUX.

Cap sur l'Informatique. Pour développer l'activité qui consiste à prendre en charge la gestion complète de l'informatique d'une entreprise cliente, Cheops Technology a inauguré la semaine dernière un nouveau centre de traitement, dont l'équipement a coûté 1,5 million d'euros. Avec le rachat, l'an dernier, des 10 agences de province d'Ares, la société de services bordelaise avait déjà doublé de taille, son chiffre d'affaires passant de 24 millions d'euros à 54 millions avec 350 personnes. Mais cette fusion a coûté cher et la rentabilité nette est tombée à moins de 1 million d'euros pour l'exercice clos au 30 avril 2009. Cheops Technology compte à nouveau doubler son chiffre d'affaires d'ici à trois ans, notamment grâce à l'infogérance qui ne représente aujourd'hui que 10 % de l'activité, mais devrait peser le quart du chiffre d'affaires en 2012.

Pas question pour autant de concurrencer les grands spécialistes français du marché comme IBM, Atos ou HP Euriware.

« Nous cibons les entreprises pour lesquelles la prise de décision est régionale, qu'il s'agisse de PME ou de filiales de grands groupes », résume Nicolas Leroy-Fleuriot, le PDG fondateur de l'entreprise et principal actionnaire via le holding Gipsi. « C'est un bon créneau qui n'est pas accessible aux gros acteurs en raison des coûts commerciaux exigés pour atteindre les PME. De plus, même en temps de crise, ce marché de l'infogérance continue de croître », note Elisabeth de Maulde, présidente du cabinet Pierre Audoin Consultants France.

**Acquisitions en vue**

Situées dans les locaux de son nouveau siège de Canéjan, dans la banlieue bordelaise, les trois salles informatiques ultramodernes qui viennent d'être inaugurées (un investissement de 3,5 millions d'euros) seront mises en service début décembre. Elles prendront le relais d'un autre centre que la société exploite dans des locaux loués à Neut-élécom. Pour autant, Cheops Technology n'en a pas fini avec la croissance et vise déjà deux nouvelles acquisitions.

FRANK NIEDERCORN

EN BREF

**Poncin Yachts vend les semi-rigides Sea Hawk au groupe Zodiac**

Le constructeur de navires de plaisance Poncin Yachts vient de céder son activité de production de bateaux à moteurs semi-rigides Sea Hawk au groupe Zodiac International. La production des bateaux Sea Hawk avait été lancée il y a trois ans pour élargir la gamme motonautique du groupe à côté des vedettes à moteur White Shark. « Les semi-rigides ne représentaient que 15 % de notre activité bateaux à moteurs », précise Olivier Poncin, le PDG du groupe.

AVIS FINANCIERS

**CAAM FUNDS**

(la "Société")  
 Société d'Investissement à Capital Variable  
 Siège social : 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg  
 R.C.S. de Luxembourg B-68.806

Cher Actionnaire,

En raison d'un quorum insuffisant, l'assemblée générale extraordinaire convoquée le 14 octobre 2009 n'a pas pu se prononcer valablement sur les points à l'ordre du jour. Par conséquent, les actionnaires sont invités par la présente à assister à une nouvelle assemblée générale extraordinaire convoquée dans les bureaux de CREDIT AGRICOLE ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG, 5, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg le 23 novembre 2009 à 11h00 avec l'ordre du jour suivant :

1. Amender le titre et le premier Article des Statuts, afin de modifier le nom de la Société.
2. Amender l'Article 15, cinquième paragraphe, afin de préciser les règles applicables aux investissements en titres émis instrumentaux du marché monétaire et plus précisément celles relatives aux instruments dérivés, à la gestion indiciaire ou aux titres émis instrumentaux du marché monétaire émis ou garantis par certaines institutions publiques.
3. Amender l'Article 20, point ii), afin d'offrir la possibilité au Conseil d'Administration de déterminer le pourcentage d'actifs ou d'actions requis pour reporter un ordre de rachat sur un Compartiment et pour autoriser ce report jusqu'à la vente de certains actifs du Compartiments.
4. Amender l'Article 20, huitième paragraphe, afin de modifier les pouvoirs du Conseil d'Administration en cas de fusion d'un Compartiment afin qu'il détermine, sans délai, le seul en dessous duquel le Compartiment ne peut plus agir d'un point de vue économique de manière efficiente.
5. Amender l'Article 20, afin d'ajouter un douzième paragraphe à cet article visant à préciser les conditions d'informations des actionnaires en cas de liquidation et de répartition des fonds de liquidation.
6. Amender l'Article 24, deuxième paragraphe, afin de rectifier les conditions de diffusion du rapport annuel.
7. Modifier l'Article 26, afin de corriger la possibilité de nommer en tant que gestionnaire en investissements des Compartiments de CAAM Funds de sociétés non affiliées et afin de supprimer l'obligation de changer le nom de la Société sur demande d'un gestionnaire en investissement.
8. Décider que la date d'entrée en vigueur des résolutions 2, 3, 4, 5, 6 et 7 telles que décrites dans l'ordre du jour ci-dessus sera la date de tenue de l'assemblée générale extraordinaire.
9. Décider que la date d'entrée en vigueur de la première résolution de l'ordre du jour précité le 5 janvier 2010.

Le projet de texte révisé des Statuts est disponible sur demande auprès du siège de la Société. Les actionnaires sont informés que les délibérations de l'Assemblée ne requièrent aucun quorum et qu'une majorité des deux tiers des actions présentes ou représentées lors de l'Assemblée et participant au vote est requise pour l'adoption des résolutions.

Si vous ne pouvez pas participer en personne à l'Assemblée, un formulaire de procuration peut être obtenu au siège social de la société ou de son agent local et doit être adressé à Crédit Agricole Asset Management Luxembourg, 5 Allée Scheffer L-2520 Luxembourg (fax : +35247637781) au moins deux jours ouvrés avant l'Assemblée.

Salutations distinguées,

Le Conseil d'Administration de CAAM Funds

# Cheops Technology vise le marché des PME

DE NOTRE CORRESPONDANT  
À BORDEAUX.

Cap sur l'infogérance. Pour développer l'activité qui consiste à prendre en charge la gestion complète de l'informatique d'une entreprise cliente, Cheops Technology a inauguré la semaine dernière un nouveau centre de traitement, dont l'équipement a coûté 1,5 million d'euros. Avec le rachat, l'an dernier, des 10 agences de province d'Ares, la société de services bordelaise avait déjà doublé de taille, son chiffre d'affaires passant de 24 millions d'euros à 54 millions avec 350 personnes. Mais cette fusion a coûté cher et la rentabilité nette est tombée à moins de 1 million d'euros pour l'exercice clos au 30 avril 2009. Cheops Technology compte à nouveau doubler son chiffre d'affaires d'ici à trois ans, notamment grâce à l'infogérance qui ne représente aujourd'hui que 10 % de l'activité, mais devrait peser le quart du chiffre d'affaires en 2012.

Pas question pour autant de concurrencer les grands spécialistes français du marché comme IBM, Atos ou HP Euriware. « Nous ciblons les entreprises pour lesquelles la prise de décision est régionale, qu'il s'agisse de PME ou de filiales de grands groupes », résume Nicolas Leroy-Fleuriot, le PDG fondateur de l'entreprise et principal actionnaire via le holding Gipsi. « C'est un bon créneau qui n'est pas accessible aux gros acteurs en raison des coûts commerciaux exigés pour atteindre les PME. De plus, même en temps de crise, ce marché de l'infogérance continue de croître », note Elisabeth de Maulde, présidente du cabinet Pierre Audoin Consultants France.

**Aquitaine** Grâce à son nouveau siège de Canejan, dans la banlieue bordelaise, les trois salles informatiques ultramodernes qui viennent d'être inaugurées (un investissement de 3,5 millions d'euros) seront mises en service début décembre. Elles prendront le relais d'un autre centre que la société exploite dans des locaux loués à Neuf Télécom. Pour autant, Cheops Technology n'en a pas fini avec la croissance et vise déjà deux nouvelles acquisitions.

**FRANK NIEDERCORN**